



Conseil économique et social

Distr. générale
4 mai 2022
Français
Original : anglais

Session de 2022

23 juillet 2021-22 juillet 2022

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Résumé des travaux menés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2021-2022)

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un résumé des travaux menés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique au cours de la période 2021-2022.



Résumé des travaux menés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2021-2022)

Résumé

En 2021, les pays d'Asie et du Pacifique avaient à peine surmonté le pire de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qu'ils se sont retrouvés face à une réalité faite d'inégalités croissantes et de crises cumulées. Avant même la pandémie, la région Asie-Pacifique n'était pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable. La crise sanitaire a rendu plus évidente que jamais la nécessité de passer à un mode de développement plus durable, inclusif et résilient.

Ce rapport présente les données et analyses les plus récentes dont on dispose et donne une vue d'ensemble des travaux entrepris par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique au cours de l'année écoulée pour faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et affronter la pandémie et ses répercussions régionales.

I. Introduction

1. En 2021, les pays d'Asie et du Pacifique avaient à peine surmonté le pire de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qu'ils se sont retrouvés face à la réalité des inégalités croissantes et des crises conjuguées liées aux catastrophes naturelles, aux risques biologiques et aux changements climatiques. Avant même la pandémie, la région Asie-Pacifique n'était pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable. La crise sanitaire a rendu plus évidente que jamais la nécessité de passer à un mode de développement plus durable, inclusif et résilient. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est la boussole qui guidera les pays vers un relèvement soutenu et durable. Il faut redoubler d'efforts pour remettre les pays sur la voie de la réalisation des objectifs et d'un relèvement en mieux.

2. Dans ce contexte difficile, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a aidé ses États membres à prendre des mesures pour reconstruire en mieux tout en faisant progresser la mise en œuvre du Programme 2030. Les plateformes intergouvernementales de la Commission ont contribué à orienter les mesures prises par la région et par les pays à cet effet (voir la résolution 77/1 de la Commission intitulée « Reconstruire en mieux après une crise grâce à la coopération régionale en Asie et dans le Pacifique »). La CESAP a soutenu l'adoption de réponses qui mobilisent toute la société et encouragé une action coordonnée dans toute la région pour atténuer la dévastation économique et sociale provoquée par la pandémie. Les connaissances et les analyses du secrétariat ont alimenté les discussions et montré qu'il importe d'investir dans les systèmes de protection sociale, en particulier pour répondre aux besoins de soins de santé et d'aide sociale des populations les plus vulnérables ; de tenir compte de l'environnement dans les mesures de relèvement adoptées pour faire face à la COVID-19 ; de promouvoir la circulation continue et équitable des biens et services essentiels, comme le prévoit le programme d'action de l'étude thématique élaborée en vue de la soixante-dix-septième session de la Commission¹. Comme indiqué dans la note d'information sur les résultats obtenus à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement en Asie et dans le Pacifique en 2021, le secrétariat s'est attaché à établir des partenariats avec les parties prenantes et à promouvoir la coopération régionale afin d'orienter les débats sur les politiques régionales et nationales et de stimuler des modes de relèvement qui tiennent davantage compte des risques, des questions de genre et des droits humains².

3. Le présent rapport donne un aperçu des travaux que la CESAP a menés au cours de l'année écoulée en partenariat avec tous les acteurs intéressés, notamment les pouvoirs publics, les entités du système des Nations Unies pour le développement, les banques de développement, la société civile, la population et le secteur privé.

¹ *Beyond the Pandemic: Building Back Better from Crises in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, 2021).

² ESCAP/RFSD/2022/INF/2.

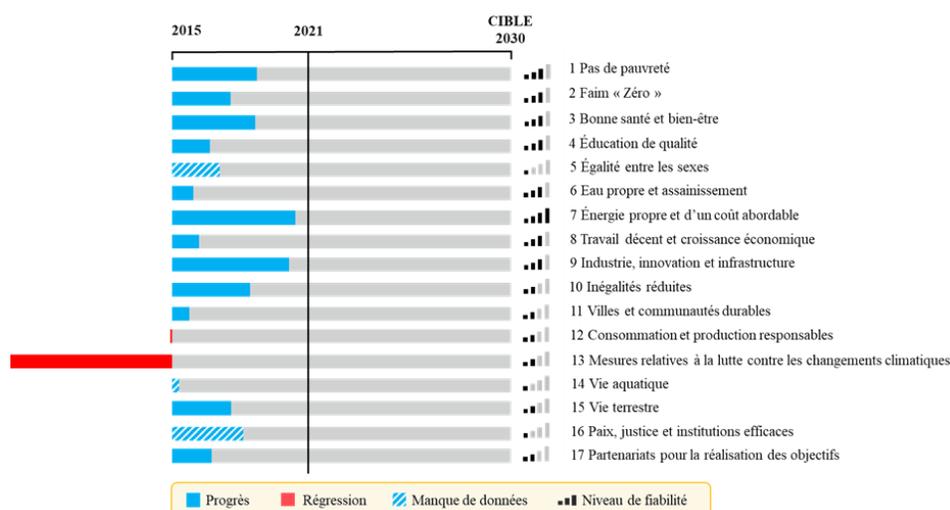
II. Faire avancer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région

A. Progrès accomplis dans la région au regard des objectifs de développement durable

4. Dans toute la région Asie-Pacifique, les gouvernements s'efforcent de réaliser les objectifs de développement durable et de satisfaire l'ambition de s'occuper en priorité des personnes les plus défavorisées, mais les progrès ont ralenti. Alors que les crises d'origine anthropique et les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus profondes, les exigences de la riposte à la pandémie ont aggravé les difficultés du développement. L'analyse de la CESAP montre que la région n'est en voie d'atteindre aucun des 17 objectifs de développement durable, que la vulnérabilité s'est accrue et que d'énormes écarts persistent entre les groupes de population. Les personnes les plus défavorisées, notamment les femmes, les personnes handicapées, celles qui vivent dans les zones rurales et celles qui font partie des ménages les plus pauvres, ont également une vulnérabilité accrue. Pour de nombreuses populations vulnérables, la sécurité alimentaire, l'éducation et les moyens de subsistance se sont également détériorés pendant la pandémie. Au rythme de progression actuel, les objectifs seraient désormais atteints dans la région en 2065³.

5. La crise climatique s'est aggravée ; il est alarmant de constater que la région est en régression concernant l'objectif 12 (consommation et production responsables) et l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Si des progrès ont été accomplis en ce qui concerne certaines des cibles de l'objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et de l'objectif 7 (Énergie propre et abordable), ils demeurent encore insuffisants pour permettre la réalisation des objectifs d'ici à 2030. Dans toute la région, les progrès ont été très lents, voire inexistants, en ce qui concerne l'objectif 4 (éducation de qualité), l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 6 (eau propre et assainissement), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique), l'objectif 11 (villes et communautés durables) et l'objectif 14 (vie aquatique).

Aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique (2021)



Source : *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2022* (publication des Nations Unies, 2022).

³ *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2022* (publication des Nations Unies, 2022).

6. Outre ces évolutions inquiétantes, la CESAP souligne également quelques bonnes nouvelles pour la région. Le nombre d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable pour lesquels des données sont disponibles a doublé depuis 2017. La collaboration entre les organismes responsables nationaux et internationaux a largement contribué à améliorer la disponibilité des données. La CESAP encourage les pays à poursuivre leur coopération pour combler les lacunes restantes, car la mesure des progrès reste toujours impossible pour 57 des 169 cibles des objectifs de développement durable.

7. Le neuvième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable a été l'occasion pour les pays de partager les meilleures pratiques et les leçons apprises au niveau régional, de recevoir un appui pour leurs examens nationaux volontaires et d'évaluer l'avancée de la réalisation du Programme 2030. Le Forum a rassemblé les principaux acteurs du développement, notamment des hauts fonctionnaires des gouvernements et des Nations Unies, des jeunes et des représentants du secteur privé et de la société civile, afin de partager leurs expériences et de mobiliser l'action régionale sur le thème « Reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19, tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme 2030 en Asie et dans le Pacifique ». Les participantes et participants au Forum ont procédé à un examen approfondi des progrès de la région en ce qui concerne les objectifs 4, 5, 14, 15 (Vie terrestre) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) lors de tables rondes coordonnées et organisées par diverses entités des Nations Unies.

8. Selon le rapport du Forum, le principal message à retenir de la manifestation est la nécessité d'adopter des approches inclusives et durables et de renforcer la coopération régionale pour reconstruire en mieux et progresser dans la réalisation du Programme 2030 (voir ESCAP/RFS/2022/5, annexe). En outre, les participantes et participants ont insisté sur la nécessité de fonder l'action politique sur les droits humains, de s'occuper en priorité des plus vulnérables et d'autonomiser les femmes et les filles au moyen de partenariats multipartites. L'importance du renforcement de la protection sociale, de l'accès à un enseignement de qualité et de la promotion de l'égalité des genres a été soulignée. Les textes issus du Forum régional alimenteront le forum de haut niveau pour le développement durable qui se tiendra en juillet 2022.

9. La CESAP a continué à fournir un soutien technique au Kazakhstan, au Pakistan, aux Philippines, à Sri Lanka et aux Tuvalu pour la préparation et le suivi de leurs examens nationaux volontaires. Les meilleures pratiques ont été mises en évidence lors d'un atelier régional d'apprentissage par les pairs organisé pendant le Forum afin de promouvoir un dialogue ouvert entre les pays et les parties prenantes sur la réalisation du Programme 2030 au niveau national. Deux notes d'orientation ont fourni aux décideurs politiques des outils pratiques et des idées pour apporter des réponses aux problèmes communs du processus d'examen national volontaire.

10. Au niveau national, la CESAP a facilité deux programmes de jumelage, l'un entre les Philippines et les Tuvalu, l'autre entre Sri Lanka et le Pakistan, afin de partager les problèmes recensés, les pratiques optimales et les enseignements tirés de la préparation et du suivi des examens nationaux volontaires. Un voyage d'étude a déjà été mené pour le programme Pakistan-Sri Lanka, et un autre voyage est prévu. Un grand nombre de représentantes et représentants des organismes de coordination et du secteur des affaires, de fonctionnaires et de membres de la société civile et des groupes de travail ont participé à ces rencontres. Les cibles et les objectifs de développement nationaux ont été révisés, les politiques et les institutions nationales ont été renforcées et évaluées, et des partenariats ont été mis en place pour mobiliser le soutien de multiples parties prenantes et améliorer la coopération Sud-Sud.

B. Développement social

11. La pandémie a entraîné une aggravation des inégalités existantes qui efface une grande partie des progrès durement acquis en matière d'égalité des genres. Dans son analyse publiée en 2021, la CESAP a montré que les femmes des pays d'Asie-Pacifique assument une part disproportionnée des soins non rémunérés et des travaux domestiques et a proposé des solutions et des stratégies pour relever ces défis, notamment des mesures socio-économiques tenant compte de la dimension de genre et l'encouragement des investissements nationaux dans l'économie des services à la personne en vue de construire une société plus égalitaire et plus résistante⁴.

12. En outre, l'insuffisante résilience économique a exposé les personnes handicapées – en particulier les femmes, les jeunes et les habitants des zones rurales – à des vulnérabilités encore plus complexes lorsque la pandémie a frappé. Selon l'analyse réalisée par la CESAP sur la situation de l'emploi des personnes handicapées, celles-ci sont moins bien loties que les personnes non handicapées sur l'ensemble du marché du travail⁵. Des solutions efficaces et innovantes sont nécessaires pour relever ces défis et ne laisser personne de côté.

13. Pour remédier aux vulnérabilités chroniques aggravées par la pandémie, la CESAP a aidé ses États membres à renforcer les systèmes de protection sociale conformément au Plan d'action pour le renforcement de la coopération régionale en matière de protection sociale en Asie et dans le Pacifique. Un appui technique a été fourni au Cambodge, aux Maldives et à la Mongolie pour dresser un bilan de leurs systèmes de protection sociale. En outre, à l'aide d'une analyse fondée sur la méthode des arbres de classification et de régression et sur l'indice de dissemblance, la CESAP a contribué à recenser les groupes les plus défavorisés et à mieux appréhender les inégalités des chances dans plusieurs pays à Kiribati, aux Maldives, en Mongolie, en Thaïlande et au Turkménistan. Ces analyses ont également été utilisées par les équipes de pays des Nations Unies pour la réalisation des analyses communes par pays. En outre, la CESAP a aidé le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la Mongolie, les Philippines et la Thaïlande à mettre en place des politiques de développement tenant compte de la question du handicap.

14. En ce qui concerne la promotion de l'autonomisation économique des femmes, la CESAP a collaboré avec les Gouvernements du Bangladesh, du Cambodge, des Fidji, du Népal, du Samoa et du Viet Nam afin d'améliorer le cadre politique pour le rendre plus propice à l'entrepreneuriat féminin. Dans le cadre du programme visant à stimuler l'entrepreneuriat féminin, le secrétariat a apporté son appui à la réalisation d'évaluations, notamment sur les effets de la COVID-19 sur les microentreprises, petites et moyennes entreprises et les inscriptions au registre du commerce des entreprises de ces catégories dirigées par des femmes. Les recommandations ont conduit à une amélioration de l'environnement économique des entreprises dirigées par des femmes ; ainsi, le Viet Nam a révisé sa législation sur les petites et moyennes entreprises pour instaurer une aide aux entreprises dirigées par des femmes.

15. En ce qui concerne les difficultés et les possibilités liées au vieillissement de la population, le secrétariat a aidé les pays à mettre en œuvre les normes et les règles internationales et à renforcer les politiques nationales, notamment en renforçant les capacités du Bhoutan, du Cambodge, du Kirghizistan, des Maldives et de la Mongolie à évaluer la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement, et en fournissant un appui technique aux parties prenantes nationales

⁴ *Addressing Unpaid Care Work in ASEAN (ST/ESCAP/2968) et COVID-19 and the Unpaid Care Economy in Asia and the Pacific (ST/ESCAP/2967)*.

⁵ *Disability at a Glance 2021: The Shaping of Disability-Inclusive Employment in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, 2021).

en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Timor-Leste pour élaborer des politiques visant à tirer parti du dividende démographique en tenant compte de la dimension de genre.

C. Environnement et développement

16. Selon la note du secrétariat contenant le résumé de l'étude thématique sur un programme commun visant à faire progresser le développement durable en Asie et dans le Pacifique, la croissance économique a causé des dommages environnementaux dévastateurs en épuisant les ressources naturelles, en causant des dommages irréversibles à de nombreux systèmes naturels, en générant des niveaux dangereux de pollution et en contribuant à la modification du climat de la planète⁶. La région Asie-Pacifique est à l'avant-garde de ce défi existentiel, tant en ce qui concerne les causes que les conséquences. Selon une analyse des contributions déterminées au niveau national, les émissions de gaz à effet de serre de la région devraient augmenter de 34 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010⁷. Dans le même temps, 5 des 10 pays ayant la plus grande responsabilité historique dans les émissions depuis le début du XX^e siècle se trouvent en Asie. Si les prémisses ne sont pas encourageantes, la bonne nouvelle est que l'élan en faveur de l'action climatique se renforce.

17. Les plateformes régionales de la Commission ont permis de mobiliser les acteurs régionaux, de faciliter des actions communes et d'alimenter les dialogues mondiaux. La Semaine Asie-Pacifique du climat de 2021 a réuni des représentants de haut niveau des gouvernements, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile pour donner de l'élan à la préparation de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et a été l'occasion de souligner la nécessité d'une résilience aux risques que la crise de la COVID-19 a mis en évidence. Les participants au dialogue sur les systèmes alimentaires en Asie-Pacifique organisé en vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 ont souligné l'importance de la coopération régionale et de la transformation nationale pour renforcer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires. Selon l'analyse unanime des cinq commissions régionales, il faut renforcer la mobilisation régionale pour ce qui est du partage des connaissances empiriques afin de transformer les systèmes alimentaires pour les rendre plus durables, assurer des moyens de subsistance équitables pour toutes et tous et préserver à long terme la santé de la planète⁸. Enfin, la quatrième édition de la Journée Asie-Pacifique de l'océan a contribué à alimenter les débats de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable et à définir des propositions concrètes susceptibles d'être prises en compte dans un programme régional qui sera mis en œuvre au titre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable.

18. Pour traduire les ambitions climatiques en action nationale, la CESAP a mis au point un outil innovant de simulation de la tarification du carbone afin de comprendre les effets macroéconomiques des transitions sectorielles propres à chaque pays. Cet outil permettra d'élaborer des scénarios nationaux d'émissions de gaz à effet de serre pour l'Indonésie, Singapour et la Thaïlande, entre autres, en partenariat avec la

⁶ ESCAP/78/1.

⁷ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) *et al.*, *Is 1.5°C within Reach for the Asia-Pacific Region? Ambition and Potential of NDC Commitments of the Asia-Pacific Countries* (ST/ESCAP/2979).

⁸ Disponible à l'adresse suivante : www.cepal.org/es/node/54686.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Banque asiatique de développement (BASD).

19. La CESAP a fourni des services de coopération à la demande pour relever les défis liés à la pollution. Par exemple, elle a organisé une consultation en vue d'élaborer des modalités de coopération régionale pour la lutte contre la pollution atmosphérique. La CESAP aide la Thaïlande à utiliser la télédétection, l'imagerie satellitaire et l'apprentissage automatique pour repérer les sources de pollution atmosphérique urbaine. Elle apporte également son soutien à Chiang Mai pour l'élaboration d'un plan d'action local contre la pollution atmosphérique et à Bangkok pour une analyse innovante des données relatives à la qualité de l'air, au brûlage des cultures et aux embouteillages. Le Centre pour la mécanisation agricole durable soutient les partenaires nationaux du Cambodge, de l'Indonésie et du Népal pour une gestion intégrée de la paille afin de réduire les graves conséquences du brûlage des résidus de paille sur l'environnement et la santé publique. Dans le cadre de son projet « Boucler la boucle », la CESAP a appuyé la réalisation de plans d'action municipaux sur la pollution plastique, ainsi que des interventions publiques pour la gestion des déchets en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et au Viêt Nam⁹.

20. La CESAP continue d'apporter son soutien à l'élaboration de politiques environnementales intégrées et participatives et au renforcement de la collaboration et des partenariats multipartites. Un appui technique a été apporté à l'Indonésie sur les partenariats multipartites, et aux Maldives sur l'analyse systémique des objectifs de développement durable. La CESAP collabore également avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) afin de mettre en place une équipe spéciale de l'ASEAN chargée de promouvoir l'élaboration d'un accord-cadre sous-régional sur les droits d'accès.

21. En outre, la CESAP a fourni un appui technique pour renforcer les capacités des décideurs en matière de gestion de l'environnement, notamment au moyen d'une formation annuelle des cadres sur l'environnement et le développement, ou encore de l'Académie des maires de l'Asie et du Pacifique. En outre, elle a soutenu la mise en place d'examens locaux volontaires dans plusieurs villes, en utilisant les directives régionales pour les examens locaux volontaires élaborées en 2020.

D. Réduction des risques de catastrophe

22. Depuis le début de la pandémie, la région a été frappée par de multiples catastrophes naturelles et biologiques. Dans le même temps, le réchauffement climatique s'est poursuivi, exacerbant les impacts de nombre de ces catastrophes. Les pays de la région sont également touchés par des cyclones, des inondations, des glissements de terrain et des invasions de criquets. La capacité des systèmes de gestion des catastrophes et de santé publique à répondre à ces risques convergents jouera un rôle essentiel dans le relèvement post-COVID-19 et au-delà.

23. Le rapport de 2021 sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique (*Asia-Pacific Disaster Report 2021*¹⁰) montre que la pandémie, conjuguée à la réalité persistante des changements climatiques, a transformé et accentué les risques de catastrophe en Asie et dans le Pacifique. La triple menace des maladies, des catastrophes et des changements climatiques entraîne non seulement des souffrances humaines considérables, mais aussi des pertes économiques importantes. Actuellement, les pertes annuelles moyennes

⁹ Voir www.unescap.org/projects/ctl.

¹⁰ Publication des Nations Unies, 2021.

liées aux catastrophes s'élèvent à 780 milliards de dollars, chiffre qui pourrait presque doubler – pour atteindre environ 1 400 milliards de dollars – dans le pire des scénarios climatiques. Une stratégie proactive d'adaptation aux risques naturels et aux autres risques biologiques serait bien plus rationnelle économiquement : le coût annuel s'élèverait à 270 milliards de dollars. Il faut changer de paradigme de gestion des risques de catastrophe pour se concentrer sur l'investissement dans la prévention et le renforcement de la résilience.

24. Dans ce contexte, dans son rapport sur sa septième session, le Comité de la réduction des risques de catastrophe a recommandé de démultiplier les stratégies de coopération régionales et sous-régionales qui intègrent les catastrophes, y compris celles liées au climat, et les aspects sanitaires, afin de compléter les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre le Programme 2030 ; il a également recommandé de fournir des conseils techniques et un soutien au renforcement des capacités pour la mise en œuvre des composantes santé du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)¹¹. Le Comité a noté que l'application du Cadre devait permettre une véritable résilience face à tous les types de catastrophes, y compris celles qui s'intensifient en raison des changements climatiques. Il a demandé au secrétariat d'approfondir ses recherches analytiques et d'en diffuser les résultats sur le portail dédié au risque et à la résilience du Réseau Asie-Pacifique pour la résilience aux catastrophes¹².

25. En conséquence, la CESAP a aidé des pays d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, à utiliser de manière intégrée les données géospatiales et statistiques pour obtenir des informations sur l'utilisation des terres. Cet appui technique visait à renforcer les capacités nationales d'intégration des données géospatiales et statistiques aux fins de la gestion de l'occupation des sols.

26. Afin d'aider les pays à appréhender de manière globale les risques en cascade, la CESAP a mis au point le Portail risques et résilience, qui facilite le suivi des différents points névralgiques en matière de risque et la personnalisation des priorités en matière d'adaptation aux risques transfrontaliers pour chaque pays de la région. Les profils de risque vis-à-vis du climat et des catastrophes que la CESAP a élaborés ont permis de définir les domaines prioritaires pour l'action de réduction des risques au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Mongolie.

27. La CESAP a également contribué à une meilleure compréhension des impacts complexes des tempêtes de sable et de poussière, qui représentent un nouveau problème important pour les décideurs de la région Asie-Pacifique. Le Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes, dans son rapport de 2021 intitulé *Sand and Dust Storms Risk Assessment in Asia and the Pacific* (Évaluation des risques de tempêtes de sable et de poussière en Asie et dans le Pacifique), montre comment ces tempêtes détériorent la qualité de l'air et dégradent de vastes zones agricoles, perturbent les vols commerciaux, réduisent l'efficacité de la production d'énergie solaire et accélèrent la fonte des glaciers¹³.

28. Par l'intermédiaire de son Fonds d'affectation spéciale multidonateur pour la préparation aux tsunamis, aux catastrophes et aux changements climatiques dans l'océan Indien et dans les pays d'Asie du Sud-Est, la CESAP a continué à combler les lacunes en matière d'alerte précoce, notamment en organisant des forums sur l'évolution probable du climat dans 14 pays d'Asie-Pacifique et en élargissant la portée géographique du Fonds aux petits États insulaires en développement du Pacifique Sud-Ouest, afin de répondre aux besoins de ces États confrontés à des

¹¹ ESCAP/CDR/2021/3.

¹² Disponible à l'adresse : <https://rrp.unescap.org/>.

¹³ ST/ESCAP/2966.

situations à haut risque. Le Fonds a approfondi ses partenariats en coopérant avec la Commission océanographique intergouvernementale, en élargissant sa base de donateurs pour inclure le gouvernement italien et en officialisant sa coopération avec le Dispositif régional intégré d'alerte rapide multirisque pour l'Afrique et l'Asie.

E. Énergie

29. En tant que plus grande région consommatrice d'énergie au monde, l'Asie et le Pacifique joueront un rôle central dans la mise en œuvre de la feuille de route mondiale pour l'accélération de la réalisation de l'objectif 7 à l'appui de l'application du Programme 2030 et de l'Accord de Paris. Les économies de la région représentent environ un tiers du produit intérieur brut mondial, consomment la moitié de la production énergétique mondiale et comptent les principaux producteurs et consommateurs d'énergie du monde. Selon la note du secrétariat sur la mise en œuvre de la feuille de route mondiale, en 2019, l'Asie et le Pacifique représentaient 57 % des émissions mondiales dues à la consommation de combustibles, dont près des deux tiers provenaient du charbon (voir [ESCAP/78/14](#)).

30. Dans la région Asie-Pacifique, les progrès vers la réalisation de l'objectif 7 sont mitigés. Pour le moment, la région n'est pas en voie d'atteindre toutes les cibles de l'objectif 7 d'ici 2030. Afin d'appuyer le suivi des progrès et d'éclairer les politiques visant à accélérer la transition énergétique dans la région, le Portail Asie-Pacifique de l'énergie fournit des données détaillées sur l'énergie et consigne des informations sur les politiques de toute la région¹⁴. L'analyse de la CESAP met en évidence plusieurs domaines dans lesquels la région peut nettement progresser sur la feuille de route mondiale, comme l'accès universel à l'électricité, la création d'emplois, l'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Toutefois, la région rencontre des difficultés pour assurer l'accès à la cuisson propre, mobiliser des investissements privés et éliminer progressivement le charbon de la production d'électricité.

31. Pour accélérer la transition énergétique en Asie et dans le Pacifique, la CESAP a aidé les États membres à élaborer des feuilles routes nationales relatives à l'objectif 7 à l'aide de l'outil d'aide à la planification énergétique axé sur les objectifs de développement durable. Grâce à cet outil, les responsables politiques peuvent prendre des décisions éclairées visant à atteindre l'objectif 7 et les cibles qui y sont associées (Énergie propre et d'un coût abordable) et tendre vers la réduction des émissions visée par l'Accord de Paris. Avec le soutien de la CESAP, des feuilles de route ont été réalisées au Bhoutan, aux Fidji, en Géorgie, en Indonésie, au Kirghizistan, au Népal et aux Tonga, ainsi que dans des villes telles que Cauayan aux Philippines, ou Jakarta et Iskandar, en Malaisie. La CESAP collabore avec ses États membres pour la mise en œuvre des neuf stratégies. Parmi les travaux en cours, on peut citer l'appui à l'harmonisation de la réglementation et au renforcement des capacités, l'élaboration d'une feuille de route pour un couloir de l'énergie verte en Asie du Nord-Est et l'élaboration d'un ensemble de principes pour une connectivité durable prenant la forme d'un cadre relatif aux couloirs d'énergie verte.

F. Transports

32. La pandémie de COVID-19 a constitué un choc de taille pour les systèmes de transport mondiaux et régionaux, et a amplifié les pénuries et les lacunes en matière de connectivité. Ces chocs, combinés aux impacts des changements climatiques et à

¹⁴ Disponible sur www.asiapacificenergy.org.

l'augmentation des catastrophes liées au climat, ont montré la nécessité de placer la durabilité et la résilience au cœur des systèmes de transport.

33. Dans une publication intitulée *Review of Transport Developments in Asia and the Pacific 2021* (Étude sur l'évolution des transports en Asie et dans le Pacifique en 2021), la CESAP évalue les effets de la COVID-19 sur les systèmes de transport urbain. Elle y fournit des recommandations sur la manière d'intégrer dans les politiques et les plans relatifs aux systèmes de transport urbain trois éléments essentiels, à savoir la durabilité environnementale, l'inclusion sociale et la résilience¹⁵. Elle y présente également les résultats d'un exercice de modélisation, selon lesquels les scénarios privilégiant l'efficacité énergétique et les véhicules électriques sont ceux dont l'impact sur la réduction des émissions est le plus net.

34. Dans ce contexte, la quatrième Conférence ministérielle sur les transports a adopté un programme de transformation qui pourrait permettre de transporter les personnes et les marchandises dans la région et dans le monde de manière plus écologique, plus rationnelle et plus résiliente. Elle a adopté le Programme d'action régional pour le développement durable des transports en Asie et dans le Pacifique (2022-2026), qui prévoit une action concertée pour faire face à l'augmentation des flux de marchandises et de passagers et à une urbanisation rapide accompagnée de taux de motorisation élevés, et encourage une adoption accélérée des technologies numériques, le déploiement de systèmes de transport intelligents et une transition vers des systèmes de transport plus sûrs, plus inclusifs et sobres en carbone. Elle a également adopté la Déclaration ministérielle sur le développement des transports durables en Asie et dans le Pacifique, dans laquelle les Ministres des transports et les représentants des membres et membres associés de la Commission présents appellent toutes les parties prenantes à faire encore plus d'efforts pour remédier au retard de la région en matière de durabilité et renforcer la résilience face aux crises futures.

35. La Conférence ministérielle a été l'occasion de repenser les priorités en matière de transport dans la région en vue d'améliorer l'efficacité et la résilience des transports et de la logistique et de parvenir à assurer une mobilité abordable, accessible, fiable, sûre et durable. Les Ministres ont salué les mesures prises sur les plans national et régional pour préserver et renforcer la connectivité des transports pendant la pandémie, approuvé la création d'un réseau pour l'éducation et la recherche en matière de transports, décidé d'œuvrer à l'harmonisation du cadre juridique du transport multimodal dans la région et encouragé l'adoption d'une approche à l'échelon régional du transport multimodal durable de marchandises.

36. La CESAP a fourni un appui technique aux niveaux national et infranational pour faciliter la transition vers des transports durables. Par exemple, en s'appuyant sur l'indice de transport urbain durable, elle a évalué la durabilité des systèmes de transport urbain dans 25 villes au total¹⁶. En outre, elle facilite les dialogues et les évaluations nationales sur la mobilité intelligente dans les pays d'Asie du Sud-Est. Elle contribue également à l'élaboration de feuilles de route nationales pour le développement de ports durables et résilients en Indonésie, aux Maldives et au Viêt Nam, ainsi que de stratégies nationales de passage à un transport de marchandises durable, et participe à la définition des politiques de numérisation dans les petits ports des pays insulaires du Pacifique. Les pays ont également bénéficié d'un appui pour la gestion des couloirs de transport afin de faciliter la réalisation de la cible 9.1 relatives aux infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes, et pour l'amélioration de la sécurité routière aux fins de la réalisation des cibles 3.6 et 11.2.

¹⁵ Publication des Nations Unies, 2021.

¹⁶ Voir www.unescap.org/our-work/transport/suti.

37. En outre, la CESAP a aidé les pays à améliorer l'efficacité de leurs politiques de transport et à renforcer leurs capacités nationales. Une conférence régionale et une série d'ateliers nationaux de renforcement des capacités des prestataires de services logistiques ont été organisés au Cambodge, au Brunéi Darussalam et en Indonésie pour permettre aux parties prenantes nationales d'étudier en profondeur les opérations des réseaux logistiques.

III. Renforcer les moyens de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

A. Financement du développement

38. Les inégalités élevées et croissantes et le manque d'inclusion limitent les perspectives de croissance et de développement de la région. Alors que l'évolution de la pandémie de COVID-19 reste toujours incertaine et que les risques mondiaux s'aggravent, le relèvement économique de la région et les progrès à venir doivent s'ancrer dans un nouveau contrat social d'inclusion afin de protéger les personnes vulnérables des chocs futurs, selon l'étude de 2022 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique¹⁷. Compte tenu de la diminution de la marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays en développement de la région, le secrétariat met en garde contre les réductions des dépenses budgétaires consacrées aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale, afin de préserver les acquis du développement des dernières décennies et d'empêcher une nouvelle aggravation des inégalités dans la région.

39. La CESAP recommande d'appliquer un programme politique en trois volets afin de bâtir une économie inclusive en Asie et dans le Pacifique. Tout d'abord, les pays en développement de la région doivent réorienter les dépenses publiques de manière à garantir une couverture sanitaire universelle de base, s'employer à rendre l'enseignement primaire et secondaire universel et étendre la protection sociale. Deuxièmement, les banques centrales de la région peuvent et doivent adapter leur politique monétaire traditionnelle pour promouvoir un développement inclusif. Troisièmement, les gouvernements peuvent également diriger, orienter et gérer de manière proactive la transformation structurelle de l'économie engendrée par la révolution de la robotique numérique et de l'intelligence artificielle, de manière à augmenter l'inclusivité.

40. Tenant compte de ces difficultés et de ces opportunités, le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement a décidé à sa troisième session de créer un Groupe consultatif sur les stratégies de financement des objectifs de développement durable¹⁸. Le Comité a appelé les pays d'Asie et du Pacifique à s'assurer que les plans de relance économique soient des plans de financement du développement durable. Compte tenu des capacités limitées de nombreux pays en développement de la région, le Comité a également appelé à un renforcement de la coopération régionale, notamment en matière de lutte contre les pandémies, de relèvement économique et de financement du développement. En outre, il a demandé au secrétariat de se montrer plus proactif dans l'appui technique et le soutien en capacités qu'il apporte aux États membres.

41. Le fardeau croissant de la dette qui pèse sur les pays en développement de la région devient un défi de taille et réduit considérablement leur marge de manœuvre budgétaire. Alors que les pays donnent la priorité à une reprise économique rapide

¹⁷ Publication des Nations Unies, 2022.

¹⁸ ESCAP/CMPF/2021/4.

après la pandémie, les flux financiers ne doivent pas être détournés du développement durable et de l'action climatique : les décideurs doivent chercher à reconstruire en mieux et à renforcer la résilience de leurs économies. Afin d'examiner les mesures et les stratégies permettant de remédier à la vulnérabilité de la dette des petits États insulaires en développement du Pacifique, les Gouvernements de Fidji et de Tuvalu et la CESAP ont organisé la conférence régionale sur la dette du Pacifique.

42. En ce qui concerne la mobilisation de ressources financières supplémentaires, le rapport de la CESAP intitulé *Financing the SDGs to Build Back Better from the COVID-19 Pandemic in Asia and the Pacific* (Financement des objectifs de développement durable pour un meilleur relèvement post-COVID-19 en Asie et dans le Pacifique) passe en revue une série d'instruments, de stratégies et de mécanismes de financement susceptibles d'aider les économies de la région Asie-Pacifique à se relever de la pandémie et à poursuivre efficacement la réalisation des objectifs. On y trouve une analyse approfondie du rôle des stratégies innovantes de financement climatique et numérique pour combler les lacunes de financement dans la région et soutenir la reprise post-pandémie¹⁹.

43. La collaboration régionale est essentielle pour parvenir à réduire à zéro les émissions nettes. C'est pourquoi la CESAP et l'Institut mondial de la croissance verte ont signé un accord de partenariat de cinq ans pour aider les pays d'Asie et du Pacifique à élaborer des stratégies et des politiques de relèvement post-COVID-19 écologiques et sobres en carbone, priorité étant donnée aux pays les moins avancés, aux pays en développement enclavés et aux petits États insulaires en développement. Dans une analyse conjointe publiée en 2021, les partenaires proposent diverses solutions pour aider les pays à relever leurs ambitions climatiques et leurs contributions déterminées au niveau national et à atteindre ces objectifs en examinant les lacunes politiques les plus criantes et les obstacles au financement climatique et en repérant les instruments financiers qu'ils pourraient utiliser²⁰.

44. La CESAP a fourni un appui technique pour l'évaluation des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 et la conception de plans de relance conformes au Programme 2030. Par exemple, elle a prêté main-forte aux ministères de tutelle et aux parties concernées du Kirghizistan, du Pakistan et du Samoa, afin de réaliser des évaluations budgétaires et de définir les plans de relance les plus pertinents. Le modèle macroéconomique du secrétariat a été appliqué en Indonésie, en Mongolie et au Népal afin d'examiner plusieurs scénarios de politiques nationales visant à reconstruire en mieux.

45. La CESAP, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies au Cambodge, aide la Banque nationale du Cambodge et les ministères concernés à renforcer les mécanismes nationaux de financement des objectifs. Son appui y prend la forme de services de conseil et d'une assistance technique pour mobiliser des financements aux fins du développement durable et pour orienter la reprise économique post-COVID-19 vers la construction d'un avenir inclusif, résilient au climat et durable. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'une collaboration plus large avec le secrétariat de l'ASEAN afin d'élaborer une feuille de route pour la création d'obligations liées aux objectifs de développement durable.

¹⁹ Série Financement du développement, n° 4 (Publication des Nations Unies, 2021).

²⁰ *Green and Climate Finance Options to Support Post COVID-19 Pandemic Recovery and Climate Action* (ST/ESCAP/2976).

B. Technologie et innovation

46. La pandémie a clairement démontré l'importance de la desserte numérique, mais la fracture numérique a également creusé les inégalités socio-économiques. Alors que la pandémie entre dans sa troisième année, l'une des conditions préalables essentielles à la réalisation des objectifs est désormais l'augmentation des investissements dans les infrastructures et les technologies numériques et l'accès de toutes et tous aux bénéfiques des technologies numériques et émergentes, en particulier ceux liés aux applications des technologies géospatiales.

47. Pour ce faire, conformément à la résolution 77/1 de la Commission, dans laquelle celle-ci a reconnu l'importance de la coopération numérique au niveau régional, les membres et membres associés ont conçu un projet de plan d'action pour l'installation de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information pour la période 2022-2026. Ce plan définit un schéma directeur pour le renforcement de la coopération et des capacités numériques au niveau régional, notamment par l'intermédiaire du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement. Il devrait être examiné pour adoption par le Comité des technologies de l'information et des communications, de la science, de la technologie et de l'innovation à sa quatrième session, en 2022.

48. De plus en plus d'entreprises revoient leurs priorités pour tenir compte des objectifs de développement durable, ce qui fait évoluer le fonctionnement du secteur privé. Des modèles d'activité innovants apparaissent, tels que les entreprises sociales et les modèles d'entreprise inclusifs, qui visent à relever les défis sociaux et environnementaux par des approches fondées sur le marché et à offrir des moyens de subsistance, des produits et des services à celles et ceux qui se trouvent en bas de la pyramide économique. En outre, une nouvelle vague d'investisseurs engendre un basculement de l'investissement à but lucratif vers l'investissement à impact.

49. Selon une analyse de la CESAP réalisée en collaboration avec l'Alliance for Affordable Internet, le niveau de revenu ou la densité de population d'un pays ne sont pas les seules variables d'une véritable connectivité (définie par un accès approprié à un appareil, une connexion, des données suffisantes et une utilisation régulière d'Internet)²¹. Si l'accès à Internet a permis à de nombreuses personnes de s'adapter aux restrictions liées à la pandémie, la connectivité reste un défi pour beaucoup dans les régions pauvres ou rurales d'Asie et du Pacifique. Les politiques futures doivent être élaborées en tenant compte de ces populations vulnérables.

50. La CESAP a travaillé avec les États membres pour mettre en œuvre l'initiative Autoroute Asie-Pacifique de l'information, notamment en élaborant un projet de plan d'action qui servira de schéma directeur pour la collaboration régionale en vue d'assurer la connectivité numérique universelle, de faciliter la transformation numérique et de bâtir une société numérique plus inclusive. À ces fins, la CESAP a soutenu la promotion de points d'échange Internet sous-régionaux entre les Fidji, la Nouvelle-Zélande et le Samoa et entre le Cambodge, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam. La CESAP a également soutenu la mise en place d'une plateforme de partage d'informations en vue de créer des couloirs d'infrastructure intelligente au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Mongolie, ainsi qu'un centre sous-régional de solutions numériques au Kazakhstan, au bénéfice des pays d'Asie centrale.

51. Grâce au Plan d'action Asie-Pacifique pour les applications des techniques spatiales au service du développement durable (2018-2030), la CESAP a contribué à renforcer la capacité des pays à adopter les informations géospatiales comme base

²¹ « Towards meaningful connectivity : insights from Asia-Pacific case studies » (Bangkok, 2021).

factuelle pour la planification et l'élaboration de politiques en faveur des objectifs de développement durable. Les parties prenantes du Cambodge, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Mongolie, des Philippines, de Sri Lanka, de la Thaïlande, des Tonga et de l'Ouzbékistan ont bénéficié d'un soutien au renforcement des capacités ainsi que de données satellitaires fournies par les États membres et les partenaires de coopération, afin de faciliter l'utilisation et la gestion des informations géospatiales pour la surveillance de la sécheresse et des cultures, la gestion de l'occupation des sols, la cartographie des foyers d'infection de la COVID-19, ainsi que la surveillance des feux de forêt et des cyclones et l'alerte rapide, le cas échéant.

52. Dans un contexte d'inégalités croissantes et de pandémie majeure, les gouvernements devraient s'appuyer sur la science, la technologie et l'innovation pour réaliser les objectifs et ne laisser personne de côté. L'analyse de la CESAP sur l'innovation inclusive publiée en 2021 montre que de nombreuses technologies prometteuses ont déjà vu le jour et que les politiques futures devraient chercher à faire que davantage de citoyens, d'entreprises et de pays puissent bénéficier de ces technologies et innovations²². À cette fin, la CESAP a aidé le Cambodge à établir sa feuille de route pour la science, la technologie et l'innovation à l'horizon 2030²³ et sa stratégie de promotion des entreprises inclusives.

C. Commerce

53. En 2022, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la flambée des coûts d'expédition ont atteint un pic historique en Asie et dans le Pacifique. Malgré la hausse continue des coûts commerciaux dans la région, l'analyse montre que les efforts constants pour faciliter le commerce contribueront à maintenir la circulation des marchandises²⁴. À cette fin, les économies de la région ont fait des progrès continus dans la rationalisation des procédures commerciales, malgré les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19. En outre, la mise en œuvre de 31 mesures d'ordre général ou de mesures numériques de facilitation des échanges a augmenté en moyenne dans la région, pour atteindre 64,9 % en 2021, soit environ six points de pourcentage de plus qu'en 2019. Si les pays continuent à accélérer ces processus, les coûts commerciaux moyens pourraient baisser de plus de 13 %. À cet égard, l'étude souligne la nécessité de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, la pandémie de COVID-19 ayant mis en évidence les vulnérabilités des réseaux commerciaux concentrés, des stocks limités et des pénuries de financement.

54. Du fait de leur forte participation à la chaîne de valeur mondiale, l'Asie et le Pacifique sont particulièrement vulnérables aux politiques commerciales restrictives. À cet égard, la numérisation du commerce transfrontalier peut aider grandement les pays de la région à accéder aux biens essentiels, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables à l'incertitude commerciale et aux crises, comme souligné dans le rapport de 2021 sur la facilitation du commerce en Asie et dans le Pacifique (*Asia-Pacific Trade Facilitation Report 2021*). L'évaluation d'aptitude au commerce transfrontalier sans papier est l'un des outils mis à la disposition des pays. À partir des listes d'évaluation de l'état de préparation juridique et technique élaborées pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique, il s'agit pour les pays de procéder à des auto-

²² *Frontiers of Inclusive Innovation: Formulating Technology and Innovation Policies that Leave No One Behind* (ST/ESCAP/2978).

²³ Disponible à l'adresse : <https://misti.gov.kh/public/file/202108261629990117.pdf>.

²⁴ Banque asiatique de développement (BASD) et CESAP, *Asia-Pacific Trade Facilitation Report 2021: Supply Chains of Critical Goods amid the COVID-19 Pandemic - Disruptions, Recovery, and Resilience* (Manille, 2021).

évaluations débouchant sur des recommandations et des plans d'action individuels leur permettant d'évoluer vers la dématérialisation²⁵.

55. La région Asie-Pacifique est désormais le plus grand émetteur de gaz à effet de serre en termes absolus. Dans le rapport de 2021 sur le commerce et l'investissement en Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Trade and Investment Report 2021*), établi conjointement par la CESAP, la CNUCED et le PNUE, on met en avant le rôle important que des accords commerciaux régionaux favorables au climat peuvent jouer dans la lutte contre la crise climatique. De manière générale, les accords commerciaux régionaux ont tendance à intégrer un plus grand nombre de dispositions environnementales, à avoir un champ d'application plus large et à être plus rigoureux. Dans toutes les économies de la région, la marge de progression est importante pour ce qui est de la prise en compte des impératifs climatiques dans les échanges et les investissements. Dans ce rapport, on trouvera aussi la première analyse des effets des futurs mécanismes d'ajustement des émissions de carbone aux frontières sur les économies de la région Asie-Pacifique, ainsi que la présentation du premier indice créé pour évaluer le degré de souci du climat des politiques de commerce et d'investissement des économies de la région²⁶.

56. En 2021, la CESAP a lancé un outil d'analyse en ligne de l'intégration régionale et de la chaîne de valeur destiné aux décideurs, aux analystes et aux chercheurs désireux de mieux comprendre l'intégration des économies dans les chaînes de valeur mondiales²⁷. Cet outil et l'Outil d'information et d'aide à la négociation commerciale permettent à des pays comme l'Inde de disposer de statistiques prêtes à l'emploi et d'analyses complètes pour l'élaboration de leur politique commerciale.

57. La CESAP a aidé le Bhoutan, la Mongolie, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Philippines à mettre en œuvre des stratégies et des outils pour des investissements étrangers directs durables. Grâce à l'aide du secrétariat, les parties prenantes participantes ont pu étudier les possibilités offertes par ce type d'investissement dans la quatrième révolution industrielle, ainsi que les conséquences au niveau national et la feuille de route à suivre pour la mise en œuvre.

D. Données et statistiques

58. La pandémie de COVID-19 a montré à quel point il importe de disposer de données fiables et à jour sur les décès et sur les causes de décès, ainsi que le rôle essentiel des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil pour garantir un accès universel à la vaccination, aux soins de santé et aux services de protection sociale en temps de crise. Dans toute la région, plus de 65 millions d'enfants de moins de 5 ans n'ont toujours pas d'acte de naissance. L'enregistrement de la naissance est la première étape pour établir l'identité juridique d'une personne ; sans certificat de naissance, elle risque de se voir refuser l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres protections sociales.

59. La deuxième Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique s'est tenue du 16 au 19 novembre 2021, à Bangkok et en ligne. La Déclaration ministérielle sur la construction d'un avenir plus résilient grâce à un enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil inclusifs, adoptée par la Conférence ministérielle, tient compte des progrès réalisés depuis le début de la Décennie Asie-Pacifique de

²⁵ Les rapports d'évaluation à l'adresse : www.unescap.org/our-work/trade-investment-innovation/trade-facilitation-digital-trade/paperless-trade.

²⁶ Publication des Nations Unies, 2021.

²⁷ Disponible à l'adresse suivante : <https://riva.negotiatetrade.org>.

l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil (2015-2024) et des récentes évolutions intervenues dans ce domaine pour énoncer des mesures claires visant à accélérer la réalisation de l'objectif commun de la région, à savoir que d'ici 2024, tous les habitants de la région bénéficient des services de systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil universels et réactifs.

60. La CESAP est à la tête de l'initiative régionale sur enregistrement des faits d'état civil et statistiques de l'état civil visant à « prendre en compte tout le monde » et appuie le programme des Nations Unies relatif à l'identité juridique. Grâce à son assistance technique, les États membres ont pu produire des statistiques d'état civil, évaluer les inégalités en matière d'enregistrement, mettre en place des mécanismes de coordination nationale et renforcer les systèmes et processus nationaux. Le secrétariat a facilité la collaboration entre les partenaires de développement pour aider les pays à mettre en œuvre le Cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, approuvé par la Commission en 2015.

61. La CESAP a mis au point un outil permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs au niveau national. Il permet aux pays de produire leurs propres tableaux d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en utilisant leurs propres données, indicateurs et valeurs cibles. En 2021, la CESAP a aidé le coordonnateur résident et l'équipe de pays en Thaïlande à utiliser l'outil de suivi pour produire une évaluation nationale des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et une analyse intégrée servant de base à l'analyse commune par pays. Il est mis en œuvre en collaboration avec les systèmes statistiques nationaux et les bureaux des coordonnateurs résidents dans 7 pays : Brunéi Darussalam, Kirghizistan, Maldives, Nauru, Philippines, Samoa et Tonga.

IV. Gros plan sur le renforcement de l'équité en santé et de l'accès aux soins dans la région

62. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'existence d'inégalités criantes entre les pays comme dans les pays en matière d'accès aux vaccins, aux médicaments et aux produits de diagnostic. Elle a également accentué les faiblesses et les carences des systèmes de santé des pays pour ce qui est du financement, des ressources humaines et des technologies. En outre, il s'est avéré que le commerce, l'investissement et la recherche-développement jouaient un rôle crucial dans la lutte contre la pandémie.

63. Dans ce contexte, et conformément à la résolution [77/1](#), dans laquelle la Commission encourageait les États membres à œuvrer à l'échelle régionale et interrégionale pour reconstruire en mieux, notamment en permettant à tous les pays de disposer d'un accès universel, équitable et rapide à des produits de diagnostic, à des traitements, à des médicaments, aux technologies de santé essentielles et à des vaccins de qualité, sûrs, efficaces et abordables, la CESAP a organisé deux conversations régionales, réunissant des États membres, des entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes, afin d'étudier les effets du renforcement de l'équité en santé et de l'accès aux soins dans la région. Les dialogues ont permis de recenser les lacunes et les difficultés et de déterminer les mesures à prendre pour y remédier aux niveaux mondial, régional et national.

64. L'amélioration de la disponibilité et de la distribution des produits de santé essentiels, tels que les vaccins, les produits thérapeutiques et les produits de diagnostic nécessite la liberté du commerce des vaccins et autres produits de santé, d'importants flux de capitaux et des transferts efficaces de techniques et de savoir-faire. Les participants au dialogue sur l'amélioration de l'accès aux produits de santé

essentiels ont conclu que la région devait se concentrer en priorité sur l'accès équitable de toutes les populations aux produits de santé essentiels à des prix abordables²⁸. Les principaux domaines d'intervention sont la simplification et l'harmonisation des normes réglementaires, l'augmentation des investissements dans les infrastructures numériques et le renforcement des mesures commerciales unilatérales et régionales. Afin de fournir des informations au niveau national, la CESAP a apporté sa coopération technique et son analyse à des pays tels que le Pakistan dans le cadre d'une série d'études nationales sur le commerce numérique, le commerce lié à la santé et les plans d'action nationaux sur l'intégration du commerce numérique²⁹.

65. Malgré les récentes améliorations dans le secteur du commerce, il est impératif que la région continue à réduire les inégalités dans le processus de fabrication et de distribution des vaccins, à accroître les capacités de production limitées et à réduire les problèmes de conformité douanière et réglementaire ainsi que les retards de transport et de logistique qui affectent la chaîne d'approvisionnement. Pour l'avenir, il est essentiel de mettre l'accent sur la résilience pour rétablir la chaîne d'approvisionnement. La collaboration entre les secteurs public et privé et la coopération régionale doivent être renforcées afin de mettre en œuvre des stratégies commerciales intelligentes permettant de garantir la résilience de la chaîne d'approvisionnement en vaccins et produits connexes.

66. En ce qui concerne la réalisation de la couverture sanitaire universelle et l'égalité d'accès à des soins de santé abordables et de qualité, la conversation régionale sur l'accès équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements et l'amélioration de l'accès aux produits de santé essentiels a permis de dégager des recommandations politiques à court et à long terme, notamment l'intensification de la production, de la distribution et de la redistribution de vaccins efficaces et sûrs en grandes quantités³⁰. Pour résoudre les problèmes d'accès équitable, il est nécessaire d'aller vers les groupes qui sont trop facilement laissés de côté et d'augmenter l'approvisionnement en vaccins du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 tout en le faisant évoluer pour en faire un bien public mondial. En outre, les programmes de vaccination doivent s'accompagner de la production et de la distribution plus rapides de produits de diagnostic plus précis et de traitements plus efficaces et plus abordables. En résumé, personne ne sera réellement en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas. Le monde ne peut pas se permettre de laisser pour compte qui que ce soit dans la lutte contre la pandémie.

V. Les partenariats au service du développement durable

67. Les partenariats multipartites sont un principe essentiel à la réalisation du Programme 2030. Consciente que les partenariats sont indispensables à un changement en profondeur, la CESAP a continué d'en établir et de prendre des mesures ciblées avec les pouvoirs publics à tous les niveaux, les entités du système de développement des Nations Unies, les donateurs les banques de développement, le secteur privé et les organisations de la société civile.

²⁸ Des informations supplémentaires sur le dialogue sont disponibles à l'adresse : www.unescap.org/events/2022/regional-conversation-series-20212022-promoting-regional-cooperation-enhancing-access.

²⁹ Voir, par exemple, CESAP, *Regional Integration and Cooperation of Pakistan in Health-related Sectors* (Bangkok, 2021).

³⁰ Des informations supplémentaires sur la série de conversations sont disponibles à l'adresse : www.unescap.org/events/2021/regional-conversation-series-2021-equitable-access-vaccines-diagnostics-and.

68. Au niveau sous-régional, la CESAP continue de renforcer ses partenariats avec les organisations intergouvernementales sur des questions essentielles liées au Programme 2030 et à un relèvement post-pandémie placé sous le signe de la durabilité. Le secrétariat de la CESAP collabore avec le secrétariat de l'ASEAN pour mettre en place un groupe d'experts sur les ressources à l'ASEAN afin d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources et la durabilité économique. Il a également facilité le dialogue entre les gouvernements de l'ASEAN et d'autres parties prenantes concernant la transition vers un système alimentaire agroécologique et sûr. En outre, les deux secrétariats ont collaboré pour renforcer les mesures politiques tenant compte de la dimension de genre dans l'économie des soins. Leur rapport analytique sur les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes a contribué à éclairer la discussion lors de la réunion ministérielle de l'ASEAN sur les femmes et les stratégies à adopter pour aller de l'avant. En outre, la CESAP a aidé les gouvernements de la région de l'ASEAN, notamment au Cambodge et au Viet Nam, à élaborer des réponses politiques pour aider les dirigeantes d'entreprises à faire face à l'impact de la COVID-19.

69. Le rapport analytique susmentionné a été lancé en marge de la quatrième réunion ministérielle de l'ASEAN sur les femmes. Il vise à dresser la carte de l'économie des soins dans les pays de l'ASEAN et à proposer des mesures politiques concrètes dans quatre domaines, à savoir les infrastructures de soins, la protection sociale liée aux soins, les services de soins et les politiques liées à l'emploi.

70. La CESAP a collaboré avec l'ASEAN pour élaborer un plan d'action régional d'adaptation à la sécheresse pour la période 2021-2025 (*ASEAN Regional Plan of Action for Adaptation to Drought 2021–2025*), contribuant ainsi à la mise en œuvre de la Déclaration de l'ASEAN sur le renforcement de l'adaptation aux sécheresses. C'est le point de départ d'une évolution de la gestion des catastrophes vers un système tenant davantage compte des risques. À cet égard, le nouveau Portail risques et résilience permet aux acteurs nationaux d'utiliser les données disponibles pour analyser les scénarios de risque, mesurer les pertes et repérer les vulnérabilités.

71. De même, la CESAP a travaillé en étroite collaboration avec le secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour évaluer la faisabilité d'un échange de dettes contre des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les petits États insulaires en développement du Pacifique. Cette collaboration a débouché sur la conférence régionale sur la dette du Pacifique, tenue en mars 2022. Ministres des finances des pays débiteurs et créanciers, principaux partenaires de développement et institutions multilatérales y ont discuté des solutions d'allègement de la dette, y compris les échanges de dettes contre des mesures d'adaptation aux changements climatiques.

72. Au cours de l'année écoulée, des mémorandums d'accord ont été signés avec l'Organisation de coopération économique et le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement afin que ces partenariats stratégiques soient davantage mis au service de la réalisation du Programme 2030 et de la promotion de la coopération régionale.

A. Plateforme de collaboration régionale pour l'Asie et le Pacifique

73. Grâce à la Plateforme de collaboration régionale pour l'Asie et le Pacifique, le système des Nations Unies pour le développement s'est regroupé pour orienter les discussions politiques au niveau régional et national et faciliter l'adoption des solutions requises. La CESAP contribue de diverses manières au fonctionnement de la Plateforme : sa secrétaire exécutive en est la vice-présidente et elle en assure le secrétariat et la coprésidence dans des domaines tels que l'atténuation des changements climatiques et la pollution atmosphérique, la gestion des connaissances, les données et les statistiques sur les objectifs de développement durable et la communication des résultats à l'échelle du système.

74. La coalition thématique sur l'atténuation des changements climatiques a réuni des experts régionaux pour évaluer les contributions déterminées au niveau national dans la région de l'Asie et du Pacifique et mobiliser les entités des Nations Unies aux niveaux régional et national pour soutenir le relèvement des ambitions pendant la préparation et la tenue de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties. Ses efforts de sensibilisation portent notamment sur les moyens d'éliminer progressivement le charbon pour une transition énergétique juste, ainsi que sur la promotion de mesures de soutien aux initiatives liées à la Journée mondiale de l'air pur pour des ciels bleus, y compris une nouvelle modalité de collaboration régionale pour lutter contre la pollution atmosphérique.

75. En tant que membre d'autres coalitions thématiques, la CESAP a contribué à éclairer les délibérations des États membres sur la réduction globale des risques de catastrophe, par exemple lors de la septième session du Comité de la réduction des risques de catastrophe, dans le cadre de la coalition thématique sur le renforcement de la résilience. Elle a aussi aidé à renforcer la capacité des équipes de pays de recenser les personnes les plus vulnérables à l'aide des outils et des méthodes du secrétariat, dans le cadre de la coalition thématique consacrée aux droits humains, à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. La CESAP a aussi animé le réseau régional informel des coordonnateurs et coordonnatrices pour les questions relatives au vieillissement en Asie et dans le Pacifique.

76. En tant que Coprésidente du Groupe de travail interinstitutions sur la gestion des connaissances, la CESAP a contribué à l'amélioration continue du centre de gestion des connaissances de l'Asie-Pacifique, qui constitue un guichet unique pour l'expertise et les connaissances régionales. Une communauté de pratique a été instaurée, l'accent portant sur la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, ce qui a permis un échange entre les coalitions thématiques et les bureaux des coordonnateurs résidents, y compris le partage d'une analyse actualisée en vue de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties. En outre, la CESAP et l'Organisation météorologique mondiale ont piloté un système d'alerte précoce sur le climat en Thaïlande et au Viêt Nam.

77. Le groupe de travail sur les données et les statistiques relatives aux objectifs, dépendant de la Plateforme de collaboration régionale et coprésidé par la CESAP et le Fonds des Nations Unies pour la population, a contribué à renforcer les capacités des bureaux des coordonnateurs résidents et des équipes de pays dans leur collaboration avec les systèmes statistiques nationaux et les ministères. Ces travaux ont été effectués dans le cadre d'une série de séminaires organisés à partir de décembre 2021 sur les statistiques relatives aux objectifs de développement durable et aux indicateurs afférents.

78. La CESAP a contribué de manière substantielle à l'élaboration de l'analyse commune de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Elle a notamment fourni des éléments concernant l'analyse des questions transfrontalières et de l'inégalité des chances, l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du Programme 2030 et l'analyse des évolutions macroéconomiques et des changements climatiques pour les équipes de pays basées en Inde, au Kazakhstan, au Kirghizistan, aux Maldives, en Mongolie, au Pakistan, en Thaïlande, au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Viêt Nam, ainsi que pour les bureaux multipays du Pacifique.

B. Partenariats multipartites

79. Les résultats du partenariat de longue date entre la CESAP, la Banque asiatique de développement et le PNUD contribuent à éclairer les délibérations du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable. Par exemple, le rapport intitulé *Building Forward Together : Towards an Inclusive and Resilient Asia and the Pacific* fait apparaître une inversion des progrès réalisés de haute lutte en matière de développement dans la région et met en évidence les risques croissants pour les pays en développement et les populations pauvres et vulnérables³¹. Dans ce rapport, les partenaires demandent que les stratégies de relèvement prennent en compte six facteurs en vue d'éviter une relance en forme de K : la vaccination (y compris l'accès aux diagnostics et aux traitements), la protection sociale, la numérisation, la structure économique, les risques environnementaux et le volant budgétaire. Ils mentionnent également trois domaines interdépendants dans lesquels il est urgent d'agir pour passer de l'intervention d'urgence au relèvement à long terme : l'inclusion (garantir une protection sociale et une éducation de qualité pour tous), l'autonomisation des femmes (faire progresser l'égalité des sexes) et la durabilité environnementale (construire des économies vertes inclusives).

80. La CESAP a également renforcé ses partenariats avec les organisations de la société civile, en particulier dans le cadre du suivi et de l'examen de la réalisation du Programme 2030. Le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique pour sensibiliser autant que possible aux processus de développement durable afin de bâtir un Forum Asie-Pacifique pour le développement durable dynamique et inclusif. Ce mécanisme est reproduit dans d'autres régions et joue un rôle essentiel dans la mobilisation mondiale des grands groupes. Le travail mené par le secrétariat auprès des parties prenantes a incité ces dernières à s'investir dans l'organisation annuelle de forums des peuples et de forums des jeunes au niveau régional en vue du Forum Asie-Pacifique. Le forum annuel des jeunes sert également de manifestation préparatoire régionale en vue du Forum de la jeunesse du Conseil économique et social. En ce qui concerne le vieillissement de la population, la CESAP organise trois consultations ciblées des parties prenantes qui serviront de base à la prochaine réunion intergouvernementale sur le quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement.

81. La CESAP continue de renforcer ses partenariats avec le secteur privé et d'en établir de nouveaux. Le Réseau des entreprises durables de la CESAP sert de tribune pour mettre en avant les entreprises de la région Asie-Pacifique qui font figure de proue en matière de durabilité afin d'inciter les entreprises à contribuer à la réalisation du Programme 2030. Il s'est engagé dans la Déclaration en faveur d'un pacte vert pour l'Asie et le Pacifique à mener une transformation verte dans les domaines suivants : énergie, infrastructure et logistique, finance, innovation, production, consommation et gestion des déchets. En outre, un nouveau partenariat entre la CESAP et la Fondation Bill et Melinda Gates permettra de promouvoir des modèles commerciaux inclusifs dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, qui bénéficieront en particulier aux agricultrices et aux agriculteurs à faible revenu. La CESAP soutient le Réseau d'échanges Asie-Pacifique sur le financement des infrastructures au moyen de partenariats public-privé. En collaboration avec le Gouvernement chinois, le Réseau renforce la capacité opérationnelle des unités consacrées aux partenariats public-privé des États membres. Au total, 49 projets d'infrastructure de 12 États membres cherchant à intéresser des investisseurs internationaux ont été reçus, pour une valeur d'investissement totale de 4 500 milliards de dollars.

³¹ CESAP, BASD et Programme des Nations Unies pour le développement (Bangkok, 2022).

82. La CESAP met également en relation le monde de la recherche et les décideurs politiques et collabore avec les universités pour développer les capacités dans la région. Parmi ses partenaires universitaires figurent l'Association of Pacific Rim Universities, le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce, le Centre de recherche et de formation pour les technologies et applications spatiales, le Centre de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique et l'Institut asiatique de technologie.

VI. Conclusions

83. Alors que les crises d'origine anthropique et les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus profondes, les exigences de la riposte à la pandémie ont aggravé les difficultés du développement et entravé les progrès dans la réalisation du Programme 2030. La pandémie a causé des souffrances et des pertes dans tous les pays de la région et a affecté tous les aspects de leurs sociétés et de leurs économies.

84. Le relèvement après la crise liée à la COVID-19 offre à la région de l'Asie et du Pacifique l'occasion de reconstruire en mieux, notamment grâce à la coopération multilatérale et internationale. Les discussions intergouvernementales menées dans la région en 2021 et 2022 ont mis en évidence des ambitions et engagements nationaux liés au renforcement de la résilience et à l'investissement dans des solutions telles que l'exploitation des opportunités numériques, le développement du commerce et de l'investissement participatif, la levée de ressources financières et la gestion de la dette. Les efforts de la CESAP en matière de mobilisation, de partenariats et d'analyse soulignent la nécessité d'écouter les personnes vulnérables, de travailler avec elles et de veiller à ce qu'elles soient au centre de l'action politique liée à la crise et des nouveaux partenariats centrés sur les personnes. Les résultats du programme de travail de 2021 ont contribué à créer la dynamique nécessaire pour que ce changement ait lieu. Le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » servant d'accélérateur, la voie à suivre consiste à aider la région à accélérer la réalisation des 17 objectifs de développement durable. Le secrétariat continuera d'aider les États membres et les parties prenantes régionales et nationales à concrétiser cette ambition commune.
